

DEPARTEMENT
DE
L'ARDECHE



ARRONDISSEMENT
DE
TOURNON

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU MAIRE**

Arrêté n°AM-2023-1226

OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MANON CHALESSIN

Le Maire de la Ville d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-19,

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L212-1,

VU la délibération du Conseil municipal n°2020-96 en date du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire,

CONSIDERANT la nécessité d'accorder des délégations de fonction aux élus et de signature aux agents pour une bonne efficacité des services de la Ville d'Annonay,

CONSIDERANT les fonctions de cheffe du service Vie scolaire exercées par Madame Manon CHALESSIN et comprenant les compétences suivantes :

- Vie scolaire

ARRETE

Article 1 -

Madame Manon CHALESSIN reçoit délégation de signature pour les actes suivants liés aux compétences listées ci-avant :

DE MANIERE GENERALE DANS LE CADRE DES FONCTIONS EXERCEES

- bordereaux d'envoi de pièces administratives

COMMANDE PUBLIQUE

- Engagements juridiques et financiers en dépense par bons de commande, marchés subséquents ou marchés publics dont le montant est strictement inférieur à 4.000€ HT
- Lettres de consultation, demandes de devis et réponses à ces consultations, dans la limite du montant ci-avant
- Ordres de service, avenants et tout acte d'exécution dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant
- Procès-verbaux de réception des travaux, de prestations, d'admission des fournitures ou de services dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant
- Certificats de capacité demandés par les entreprises dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant

AFFAIRES JURIDIQUES

- Dépôt de plainte en application de l'article 433-3-1 du Code pénal en cas de menaces ou violences ou tout autre acte d'intimidation à l'égard de toute personne participant à l'exécution d'une mission de service public, afin d'obtenir pour soi-même ou pour autrui une exemption totale ou partielle ou une application différenciée des règles qui régissent le fonctionnement dudit service, en tant que représentant de l'administration exerçant la mission de service public
- Dépôt de plainte au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime
- Main courante au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime

Article 2 -

Cette délégation est accordée pour la durée de l'exercice des fonctions, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Article 3 -

Tout document ou acte signé dans le cadre de la présente délégation comportera la mention de son auteur comme suit :

« Par délégation du Maire
Manon CHALESSIN
Cheffe du service Vie scolaire »

Article 4 -

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Manon CHALESSIN, la délégation consentie à l'article 1 du présent arrêté pourra être exercée dans des limites identiques et par ordre de priorité par :

- Madame Catherine VARIN
- Madame Virginie ESCOMEL
- Monsieur Romain LE BORGNE

La délégation de signature ne peut faire l'objet d'une subdélégation par le délégataire.

Article 5 -

En application de l'article 6 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque le délégataire titulaire d'une délégation de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles la personne intéressée devra s'abstenir d'exercer ses compétences et les confiera, le cas échéant, à un autre délégataire.


Article 6 -

L'arrêté n°AM-2020-435 du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Brigitte BRUC, Cheffe du service des Affaires scolaires et périscolaires, est abrogé.

Article 7 -

Le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département. Ampliation en sera adressée au comptable public.

Spécimen de signature du délégataire :



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le 05/01/2023

Le Maire

Simon PLENET

Transmis en sous Préfecture le: 06/01/23	Notifié le: 10/01/23	Affiché le: 12/01/23
ID de télétransmission: 007-210700-		
100-20230102-38749-		

AR-1-1

SP

